

Copyright numérique : stériliser pour mieux tuer

Le Parlement européen se prononcera mercredi sur la directive relative au «droit d'auteur dans le marché unique numérique». L'article 13, qui veut imposer l'utilisation d'algorithmes et automatiser la détection d'infractions au droit d'auteur, est une men

Libération · 10 sett. 2018 · Par ÉRIC GUICHARD NICOLAS SCHABANEL

Le 12 septembre, nos députés européens auront à se prononcer sur la directive relative au «droit d'auteur dans le marché unique numérique», que les Etats membres ont déjà validé. Dès le préambule du texte, le cadre est fixé : il est question d'oeuvres, d'auteurs, de patrimoine. Le texte veut clarifier le «modèle économique» qui définira dans quelles conditions les «consommateurs» (le mot apparaît quatre fois dans l'introduction) pourront faire usage de ces oeuvres. Le monde est ainsi découpé simplement : d'un côté, les artistes et les titulaires de droits d'auteurs, et parfois les structures et les institutions connexes (musées, universités, éditeurs) ; de l'autre, la grande masse des anonymes. La porosité entre les uns et les autres n'est pas de mise : le cas d'une personne écoutant des concerts sur Inter-côûtent Philosophe, responsable de l'Equipe réseaux, savoirs et territoires de l'ENSUlm, maître de conférences HDR à l'Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (Enssib) et



Informaticien, directeur de recherches au CNRS, Laboratoire de l'informatique du parallélisme (LIP), ENS-Lyon, membre de l'Institut rhônalpin des systèmes complexes (IXXI). net et publiant ses interprétations d'un prélude de Chopin n'est pas évoqué. Les médiateurs entre propriétaires (de droits, de licences) et locataires-utilisateurs sont les Etats, chargés de faire respecter la future loi, et les «prestataires de services en ligne» (les hébergeurs). Là encore, nulle place pour les auteurs-éditeurs de sites web altruistes, qui publient leurs analyses, leurs découvertes, leurs concerts de rock entre amis. On reste dans une logique traditionnelle où l'Etat et l'Union européenne régulent le fonctionnement d'industriels qui seraient laxistes en matière de propriété artistique ou intellectuelle.

UNE VOLÉE DE RÉCRIMINATIONS

Mais comment appliquer une telle loi ? Grâce à de gigantesques algorithmes. L'article 13 précise que les prestataires de services, en étroite coopération avec les titulaires de droits, développeront des techniques de reconnaissance des contenus. Les acteurs hors Facebook, Sacem ou équivalents seront censurés, donc éliminés du Web. Ulrich Kaiser, professeur de musique allemand, l'a vérifié. Il a mis en ligne quelques interprétations de son fait de morceaux de Schubert, tombé depuis longtemps dans le domaine public, et a vérifié comment

le logiciel de vérification de droits d'auteur de YouTube (Content ID) réagissait. Il a vite reçu une volée de récriminations prétendant qu'il violait des droits d'auteur. Et ses arguments étaient systématiquement rejetés. En bref, pour qui n'est pas adossé à une agence de droits d'auteur, il y aura toujours un robot ou un digital worker payé au clic qui lui interdira toute publication, au motif qu'il copie une oeuvre, même s'il a le droit pour lui. Belle inversion juridique où nous devons faire la preuve de notre innocence, quand sa présomption figure dans notre Constitution. Le second souci est que ces algorithmes très cher (de l'ordre de 50 millions d'euros), et sont évidemment très protégés par... le copyright. Nous sommes ici bien loin des logiciels libres façonnés par des poignées de bénévoles, et qui font vivre Internet. Et notre Union européenne, qui veut protéger les big industries du numérique et de la culture, ne réalise pas qu'elle se transforme en bourgeois de Calais, au seul bénéfice des Etats-Unis, puisqu'elle ne sait produire ces logiciels et bases de données associées.

LA PEUR DU DON

Ainsi, du haut de Bruxelles, on ne fait pas que penser le contemporain avec des catégories obsolètes, aux dépens des citoyens et de leur créativité. On se trompe. Apparaît d'abord une étrange peur du don. Le don, ce phénomène social total, qui structure nos sociétés via l'échange, qui nourrit nos idées : celles-ci se confortent et s'affinent au contact d'autrui. Tenter de les censurer, d'en vérifier systématiquement l'authenticité, c'est aller contre l'éducation, contre le développement personnel : la science et la création se nourrissent d'emprunts, d'appropriations, de détournements.

Ensuite, supposer que la technique va sauver ou protéger la culture relève de l'erreur. De tout temps technique et culture forment une tresse inséparable. Nos films sont faits avec des caméras, qui fonctionnent à l'électricité, désormais montés sur ordinateur. Nous appelons nos ponts (du Gard ou de Tancarville) des «ouvrages d'art». Et avec l'informatique, nous prenons conscience de la dimension technique de l'écriture, qui nous sert autant à développer un raisonnement, à jeter les bases d'une nouvelle loi qu'à déguster un Rimbaud qui a peu profité de ses droits d'auteur. La grande majorité des productions informatiques relèvent de ces jeux d'écriture où copier, coller, emprunter, détourner, articulent recettes, banales applications et imagination.

FAÇONNER LE MONDE

Et enfin, l'idée qu'un algorithme puisse se substituer au jugement humain est erronée. Un algorithme est écrit par des humains, qui y injectent leur subjectivité,

L'idée qu'un algorithme puisse se substituer au jugement humain est erronée. Un algorithme est écrit par des humains, qui y injectent leur subjectivité, leurs représentations du monde, leurs valeurs morales.

leurs représentations du monde, leurs valeurs morales, comme le montre le philosophe Andrew Feenberg. Il n'est pas neutre. Un algorithme l'est d'autant moins s'il appartient à une firme, qui va évidemment l'adapter à ses intérêts économiques. La chose est manifeste quand il s'appuie sur des bases de données massives pour produire du deep learning. C'est le principe même de l'apprentissage : si nous apprenons à des ordinateurs à modéliser le climat, nous ne pouvons leur confier des opérations chirurgicales sur des humains. Et l'idée que les machines puissent résoudre des problèmes moraux (liés au vol, à l'invention)

signale avant tout une démission politique. La volonté de déléguer à ces machines des questions qui méritent d'être débattues par tous : démocratiquement.

C'est toute la question du «numérique»: cette technique a plus que jamais le pouvoir de façonner le monde. Y compris politiquement. Avec les réseaux sociaux, nous ressentons, non pas son pouvoir, mais ses effets sur nos sociétés. L'histoire de l'écriture nous rappelle que ces effets sont lents, variés, particulièrement dépendants de ce que nous voulons qu'ils soient. Moins que jamais, la technique est éloignée de nous. Sauf si nous déléguons à quelques managers le formatage de nos sociétés par le biais de leurs chimères. Souvent, celles-ci se réduisent à quelques croyances, qui confinent à la numérologie. Il s'agit de projeter toute la complexité humaine, ses variations multidimensionnelles, sur une droite, où chacun.e d'entre nous serait évaluable. Avec une seule note entre 0 et 20.

Le numérique, c'est politique. Ça se pratique aussi, ça s'apprend. Comme l'écriture. Ça se débat. Il est urgent de l'enseigner à toutes les générations, à tous les corps de métier ; d'en expérimenter les facettes actuelles, d'en inventer les futures. Les artistes, les historiens, les physiciennes usent tous de l'écriture. Il en est de même pour le «numérique». Jeunes et vieux, Chinois, Français et Californiens prenons le temps de penser le numérique, au-delà de nos moules et frontières disciplinaires. La technique nous appartient. A nous tous d'en convaincre nos députés. •